

# COMITÉ LIGÉRIEN DE LA DONNÉE

17 DÉCEMBRE 2025



# NOUVELLE DYNAMIQUE DU PARTENARIAT RÉGIONAL POUR L'OPENDATA EN RÉGION

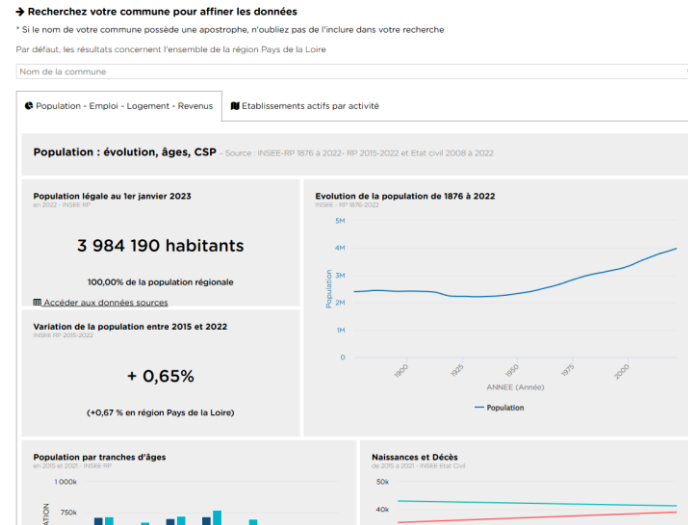
*Intervention de Constance Nebbula, Vice-Présidente du Conseil  
Régional des Pays de la Loire en charge du numérique et de  
l'intelligence artificielle*

# HISTORIQUE DE LA GOUVERNANCE OPEN DATA

## Rappel du partenariat historique (2012 - 2024)

Création de la plateforme régionale data.paysdelaloire.fr en partenariat avec :

- Nantes Métropole
- Département de Loire-Atlantique



The screenshot displays a user interface for the regional data platform. It features a search bar at the top, a sidebar with filters for 'Territoire' (listing regions like Pays de la Loire, Loire-Atlantique, etc.) and 'Thèmes' (listing categories like Citoyenneté, Santé, etc.). The main content area shows several data dashboards, each with a title, a 'Producteur' (data source), a 'Licence' (e.g., Open Database License), and a 'Licence Ouverte v2.0 (Etalab)' logo. The dashboards include: 'Agenda de l'opération Grandeur Nature', 'Agenda Pays de la Loire Energie Tour', 'Offre touristique : Fêtes et manifestations en Pays de la Loire', 'Offre touristique : Lieux de patrimoine culturel en Pays de la Loire', 'Agenda des assemblées du Conseil régional des Pays de la Loire', 'Parcours de la Loire à vélo', 'Offre touristique : Activités touristiques en Pays de la Loire', and 'Offre touristique : Lieux de dégustations (tous produits) en Pays de la Loire'. Each dashboard also includes icons for 'Analyse', 'Export', and 'API'.

Gouvernance à 3 acteurs pour rendre la donnée publique locale accessible à tous.



## Clôture du partenariat actuel

La dynamique Open Data régionale entre dans une nouvelle phase, marquée par la fin du cadre de coopération existant. Cette transition ouvre l'opportunité de repenser les modalités de collaboration et de gouvernance.

## Mise en place d'un nouveau conventionnement

Un nouveau cadre contractuel sera proposé afin de clarifier les rôles, les engagements et les objectifs des parties prenantes, tout en s'inscrivant dans une vision régionale partagée et pérenne.



## Gratuité de l'accès pendant 3 ans

L'accès aux services et aux données Open Data sera garanti gratuitement sur une période de trois ans, afin de favoriser l'appropriation, l'innovation, et l'élargissement des usages par l'ensemble des acteurs du territoire.

## Evolution à venir :

### Convergence du projet Open Data et du programme GEOPAL

Le rapprochement des démarches Open Data et GEOPAL vise une meilleure cohérence, une mutualisation des outils et des compétences, et une offre unifiée au service des collectivités, des partenaires et des usagers.

- Evolution graphique des portails Open Data prévue
- Association des partenaires aux maquettes
- Maintien de la personnalisation par portail + éléments communs (CGU)

# CHIFFRES CLÉS

## Les portails mutualisés :

### Data.paysdelaloire.fr :

2019 jeux de données  
184 700 utilisateurs / an

### Data.teo-paysdelaloire.fr :

144 jeux de données  
13 500 utilisateurs/an

### Data.vendee.fr :

446 jeux de données  
6 247 utilisateurs / an

### Data.la-roche-sur-yon.fr :

345 jeux de données  
14 800 utilisateurs / an

### Data.maine-et-Loire.fr :

495 jeux de données  
41 500 utilisateurs

### Data-verrieresenanjou.fr

### Data.lamayenne.fr :

424 jeux de données  
23 300 utilisateurs /an

### Data.Sarthe.fr :

408 jeux de données  
102 000 utilisateurs / an

### Data.4cps.fr :

408 jeux de données

9 Portails

386 047 USAGERS / 12 mois

2019 JEUX DE DONNES



# DES NOUVEAUX PARTENAIRES

## Nouveaux partenaires entrants :

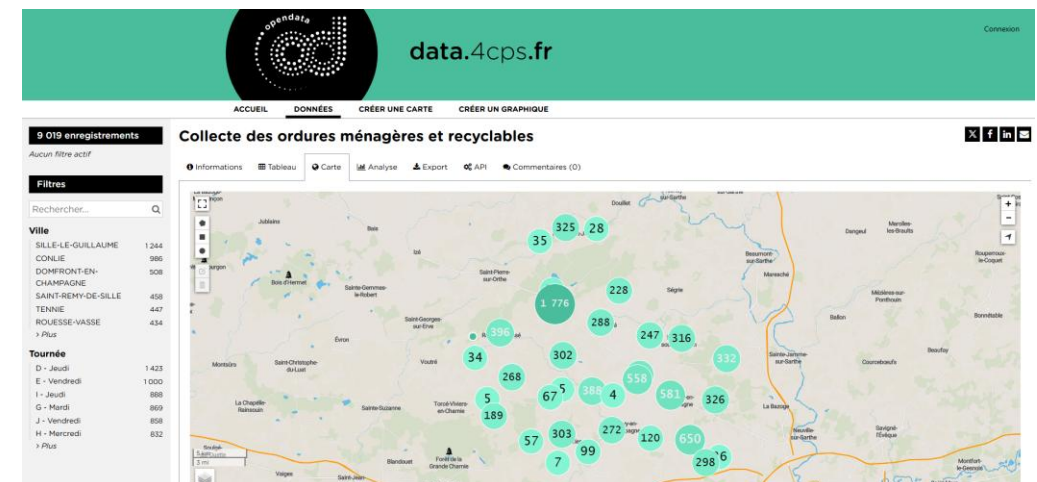
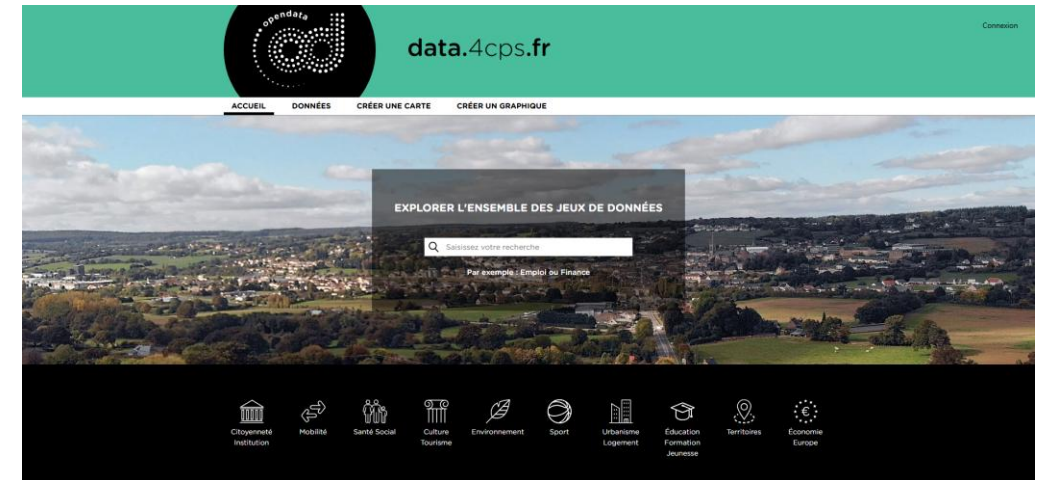
**4CPS** : Présentation de son projet en cours

**Le Mans Métropole** : Convention en cours de signature

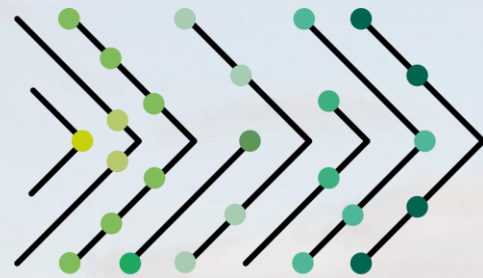
**Université de Nantes** : Publication de ses jeux de données sur le portail régional

## Simplification des processus :

- Les partenaires actuels signataires **conservent leurs conventions**
- Rapprochement avec **Gigalis** pour simplifier les commandes complémentaires (IA, Close Data)



# PRÉSENTATION DE COMMUNAUTÉ DE COMMUNES 4CPS

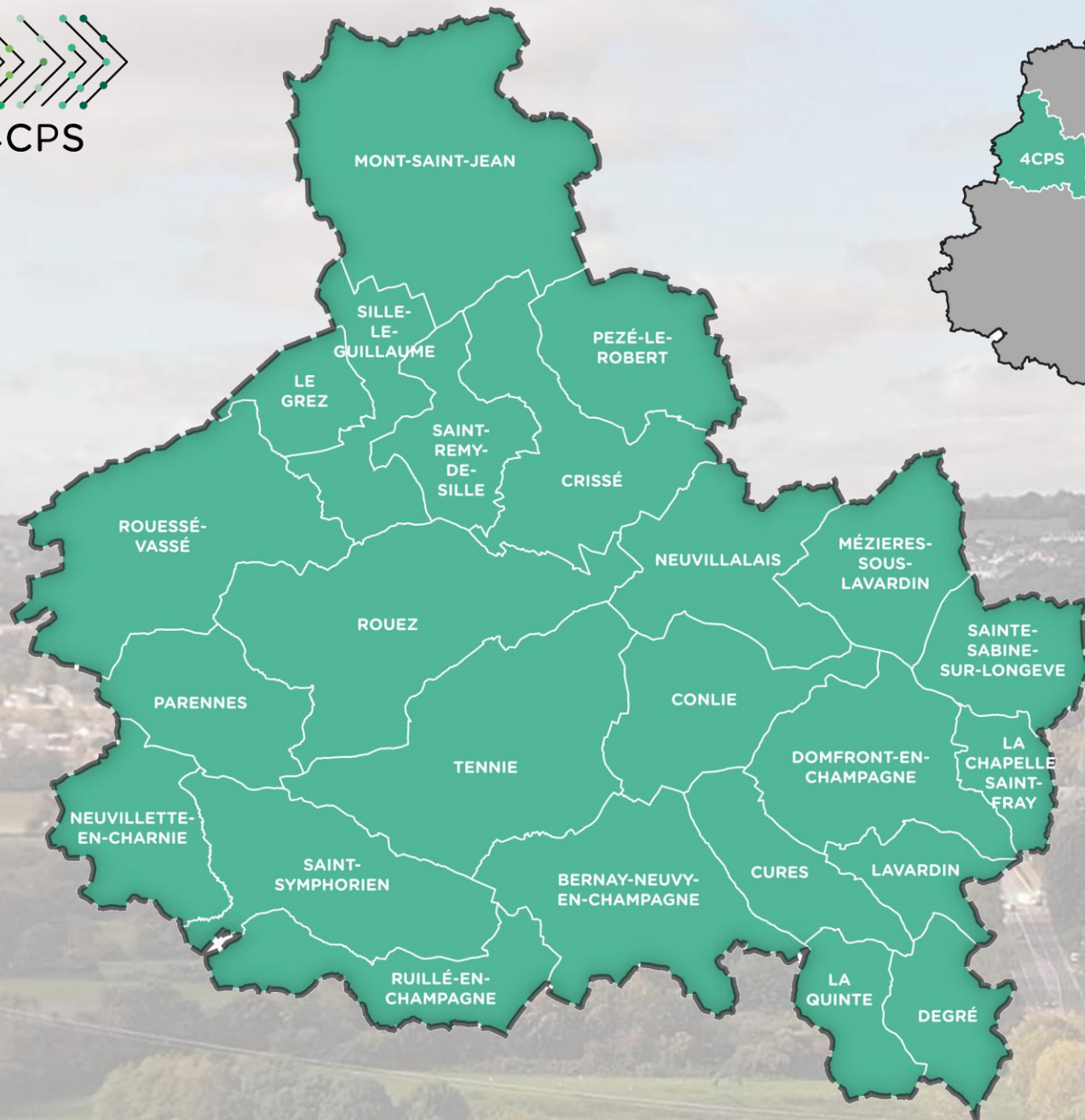


4CPS

# Portail Open Data

Communauté de Communes de la Champagne Conlinoise et du Pays de Sillé

[data.4cps.fr](https://data.4cps.fr)



24 communes

17 914 habitants

431 km<sup>2</sup>



# data.4cps.fr

[ACCUEIL](#)

[DONNÉES](#)

[CRÉER UNE CARTE](#)

[CRÉER UN GRAPHIQUE](#)

## EXPLORER L'ENSEMBLE DES JEUX DE DONNÉES

Par exemple : Emploi ou Finance



Citoyenneté  
Institution



Mobilité



Santé Social



Culture  
Tourisme



Environnement



Sport



Urbanisme  
Logement



Éducation  
Formation  
Jeunesse



Territoires



Économie  
Europe



407 jeux de données

Tri des jeux Récemment modifiés

Modifié Populaires A-Z

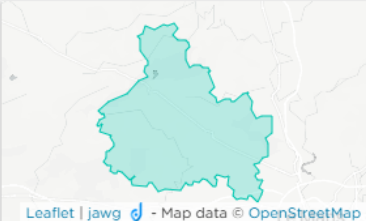
Filtres actifs [Tout effacer](#)

Emplacement Territoire choisi

Filtres

Trouver un jeu de données. 🔍

Territoire



Leaflet | jawg - Map data © OpenStreetMap

📍 Communauté de communes...

← Revenir à Sarthe

Afficher tous les jeux de données incluant Communauté de communes de la Champagne Conlinoise et du Pays de Sillé

Collecte des ordures ménagères et recyclables

Informations sur la collecte des ordures ménagères et recyclables par adresses sur le territoire de la 4CPS

Producteur

4CPS

Licence

Licence Ouverte v2.0 (Etalab)

Ordures Ménagères Recyclables

- Tableau
- Carte
- Analyse
- Export
- API

Population en vigueur

Recensement de la population sur le territoire de la 4CPS pour l'année en cours.

Producteur

4CPS

Licence

Licence Ouverte v2.0 (Etalab)

Démographie

- Tableau
- Carte
- Analyse
- Export
- API

Localisation des points d'apport volontaire verre

Localisation géographique des points d'apport volontaire pour le verre sur le territoire de la 4CPS

Producteur

4CPS

Licence

Licence Ouverte v2.0 (Etalab)

Déchets

- Tableau
- Carte
- Analyse
- Export
- API

Les subventions accordées par le Département de la Sarthe depuis 2020

Liste des subventions supérieures à 23 000€ accordées aux associations et particuliers par le Département de la Sarthe depuis 2020.

Producteur

Département de la Sarthe

Licence

Licence Ouverte v2.0 (Etalab)

subvention aide solidarité Conseil Départemental

- Tableau
- Calendrier
- Export

Agenda Pays de la Loire Grandeur Nature [ Open Agenda ]

Agenda de l'opération Grandeur Nature.

Producteur

Région des Pays de la Loire

- Tableau
- Carte
- Analyse
- Export

Agenda Pays de la Loire Energie Tour [ Open Agenda ]

Agenda de l'opération Energie Tour en Pays de la Loire.

Producteur

Région des Pays de la Loire

- Tableau
- Carte
- Analyse
- Export

Le portail est fourni dès la mise à disposition avec les données de votre territoire transmis par votre département et la Région.



9 019 enregistrements

Aucun filtre actif

### Filtres

Rechercher...

### Ville

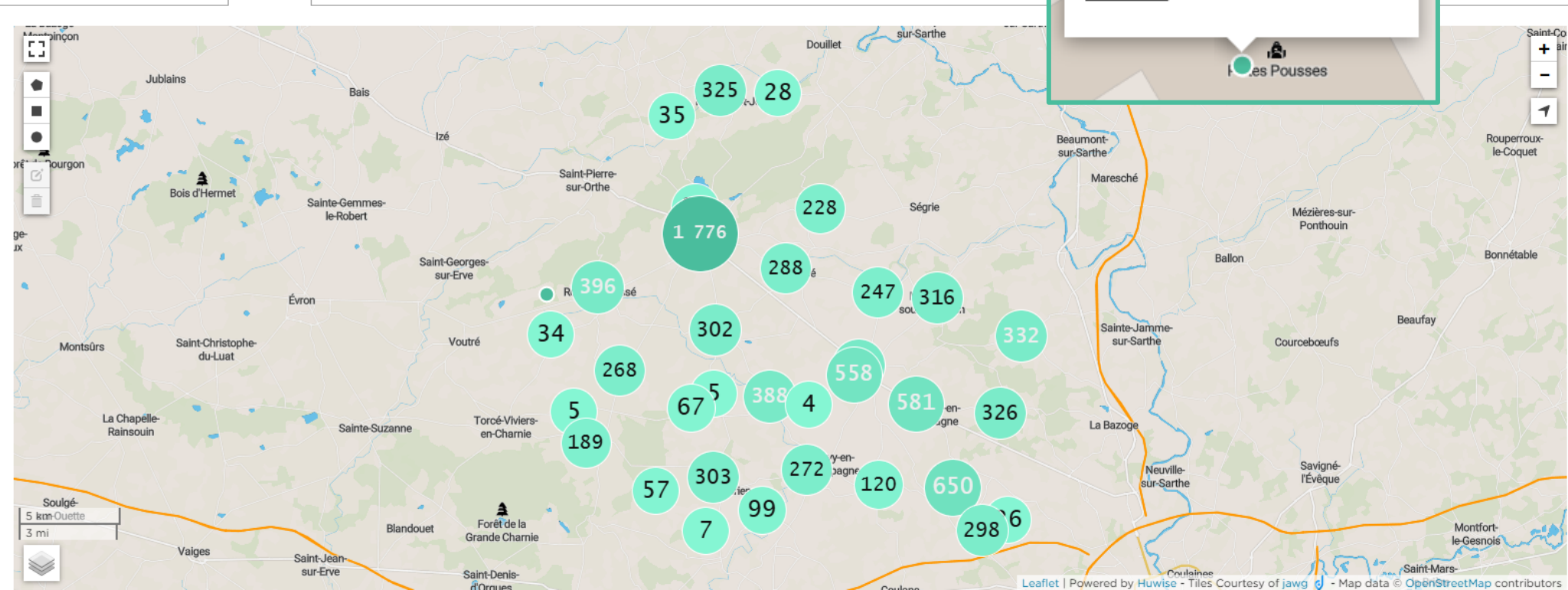
- SILLE-LE-GUILLAUME 1 244
- CONLIE 986
- DOMFRONT-EN-CHAMPAGNE 508
- SAINT-REMY-DE-SILLE 458
- TENNIE 447
- ROUESSE-VASSE 434
- > Plus

### Tournée

- D - Jeudi 1 423
- E - Vendredi 1 000
- I - Jeudi 888
- G - Mardi 869
- J - Vendredi 858
- H - Mercredi 832
- > Plus

## Collecte des ordures ménagères et recyclables

Informations Tableau **Carte** Analyse Export API Commentaires (0)



**23 RUE DU VAL DE BOUILLE**

Ville  
CONLIE

Tournée  
E - Vendredi

Calendrier  
<https://www.4cps.fr/calendrier-tournee-E>

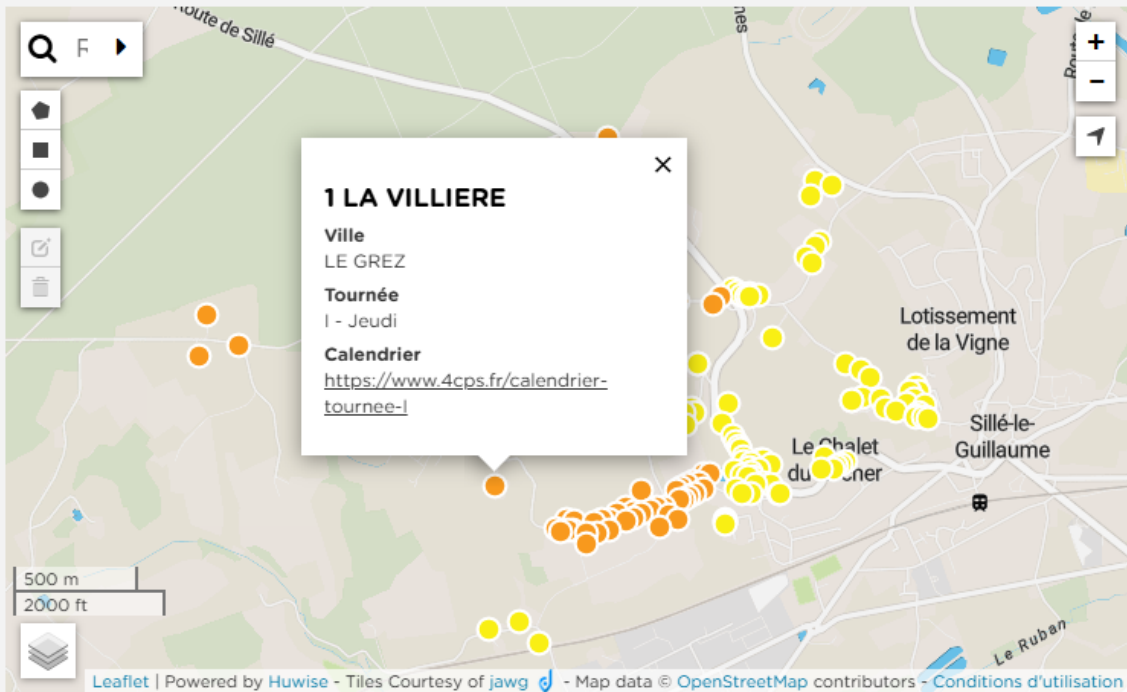


Intégration d'une iframe  
par commune sur notre  
site internet

Degré +

Domfront-en-Champagne +

Le Grez x



**1 LA VILLIERE**

Ville  
LE GREZ

Tournée  
I - Jeudi

Calendrier  
<https://www.4cps.fr/calendrier-tournee-I>

Tournée D – Jeudi ➔ [Télécharger le calendrier \(692,74 kB\)](#)

Tournée I – Jeudi ➔ [Télécharger le calendrier \(695,16 kB\)](#)

Lavardin +

Mézières-sous-Lavardin +

Mont-Saint-Jean +

- > SPANC – Formulaire de demande de controle pour la cession immobilière
- > SPANC – Formulaire de demande d'autorisation de rejet
- > SPANC – Formulaire de demande d'alignement ou d'autorisation de voirie
- > Règlement 2024 du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Contactez la 4CPS

Pôle Intercommunal

4 rue de Gaucher  
72240 Conlie  
02 43 52 11 67  
contact@4cps.fr  
Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi :  
9h-12h et 13h30-17h

## SOMMAIRE

### Administration générale 02

édito : Valérie Radou, Présidente de la 4CPS,

### Communication & Technologies 03

Un nouveau portail de données accessible à tous,  
Nouvelles formations à WordPress.

### Contrat Local de Santé 04

Aide à l'installation des professionnels de santé  
Le sport et la santé font bon ménage,  
Deux clubs de la 4CPS s'engagent dans l'inclusion,  
Un Village Santé du 6 juin 2026.

### GEMAPI & développement durable 05

À Mézières-sous-Avarin, un programme de travaux pour endiguer les inondations,  
Panneaux photovoltaïques sur la Ressource,  
Éducation au tri des déchets.

### Protection de l'environnement 06

Évolution de la collecte des déchets ménagers et recyclables : un premier bilan positif,  
Moins d'erreurs de tri !  
Révision des circuits de collecte,  
Plus de 700 composteurs individuels distribués en 2025,  
Collecte de textiles : la filière doit se réorganiser en 2026,  
Cinq nouvelles filières de tri en déchèterie

### Tourisme & Patrimoine 08

Saison 2025,  
Une nouvelle formation numérique pour les professionnels du tourisme,  
Un partenariat de qualité pour la rénovation de la Boucle Intercommunale,  
Des initiatives pour développer le tourisme sportif.

### Développement économique 10

Opération reconduite pour le bus BGE de l'entrepreneuriat,  
Un projet ambitieux pour le bien-être des salariés,  
Zones d'activités intercommunales : objectif créer des emplois !  
Partenariat avec France Travail : des ateliers remotivation,  
Une collaboration consolidée avec La Cravate Solidaire,  
Duo Day

### Actions sociales 12

Le RPE : un service pour les parents et les professionnels de l'accueil individuel,  
Zoom sur le Lieu d'Accueil Parent-Enfant : une parenthèse dans le quotidien,  
Petite enfance,  
Enfance,  
Jeunesse.

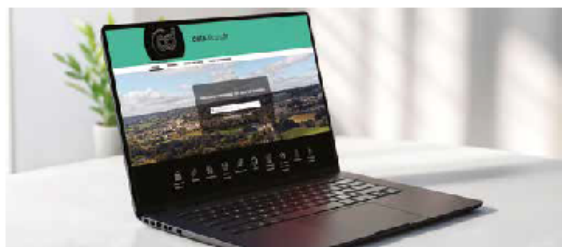
### Culture & Sport 16

Ouvrir les élèves à la musique : une priorité,  
Zoom sur l'annexe.

### Aménagement & Mobilités 18

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) : dernières étapes !  
RES'Q'AR, à la recherche de nouveaux bénévoles,  
Quatre stations Mouv'nGO sur la 4CPS : l'autopartage à votre porte !  
Navette Illygo : l'expérience se poursuit.

## Un nouveau portail de données accessible à tous



La communauté de communes met en ligne un nouveau site Internet, data.4cps.fr, offrant aux habitants un accès à de très nombreuses données locales, régionales et nationales.

La 4CPS est la première Intercommunalité sarthoise à utiliser ce portail, accessible gratuitement grâce à une convention avec le Conseil départemental.

Complémentaire du site internet et accessible depuis celui-ci, cet outil d'information reprend le portail numérique initié par la Région des Pays de la Loire et Nantes Métropole, désormais ouvert aux collectivités Ilgériennes. Il centralise de nombreuses statistiques issues d'institutions nationales comme l'INSEE et sera prochainement enrichi de données locales collectées par Anaël Meyer, responsable réseaux, maintenance Informatique et SIG.

"Ce site est un véritable puits de données qui offre une vue précise et objective de la dynamique du territoire. Tous les chiffres qui y figurent sont vérifiés, affirme Vincent Hulot, vice-président en charge des nouvelles technologies, précisant que data.4cps.fr est réservé à la consultation. Nous allons notamment y intégrer les Informations des zones d'activités, des déchèteries, des collectes, de la mobilité ou encore de la Maison de la Musique."

Très intuitif, le site est organisé en dix thématiques : citoyenneté, mobilité, santé-social, culture-tourisme, environnement, sport, urbanisme-logement, territoires, économie-Europe, éducation-jeunesse. Il permet d'agréger automatiquement les données de l'État, de la Région, du Département ou de l'INSEE aux données locales et de générer cartes et graphiques

"Ce site répond à notre volonté d'apporter aux habitants toutes les informations utiles en toute transparence", conclut Vincent Hulot.

## Nouvelles formations à WordPress

En 2026, la communauté de communes proposera de nouvelles formations à l'usage du logiciel WordPress.



Celles-ci seront destinées aux bénévoles associatifs, aux élus et au personnel des mairies, afin de leur permettre de maîtriser cet outil informatique conçu pour créer et gérer simplement des sites internet.

"Suivant la formule que nous avons testée avec succès il y a quelques années, les formations devraient s'étendre sur quatre séances de deux heures et se dérouler en fin de journée, pour accueillir plus facilement les personnes qui travaillent. Elles seront de nouveau animées par Stéphane Lefeuvre, chargé de communication à la 4CPS", précise Vincent Hulot.

Le stage aura lieu du lundi 2 au jeudi 5 février 2026, de 18h à 20h30, au CyberCentre à Conille (02 43 52 06 11 - cybercentres@4cps.fr). L'adhésion est obligatoire pour participer. Les places étant limitées, les inscriptions seront enregistrées par ordre d'arrivée.

## Communication du portail au grand public

Article dans notre prochain magazine communautaire,

Publication sur nos réseaux sociaux (facebook et intramuros),

Intégration des différents widgets sur notre site internet institutionnel qui pourront renvoyer les visites vers notre portail de données.

# data.4cps.fr



# GOUVERNANCE DES DONNÉES

*Repères juridiques, enjeux et opportunités pour les territoires ligériens - Intervention de Maître Schéhérazade ABBOUB, avocate au barreau de Paris, cabinet Alerion*

# Sommaire

- 1. Introduction**
- 2. Rappel des enjeux**
- 3. Synthèse de l'approche juridique autour des données et de l'IA**
- 4. Retour sur l'étude juridique PCRS**



# 1.Introduction



**Schéhérazade ABBOUB**

Avocate associée

**ALERION AVOCATS**

*Département Data publique, IA territoriale et montages  
innovants*

17 ans d'expérience



## 2. Rappel des enjeux

# La nécessité d'une approche systémique

## ENJEUX JURIDIQUES

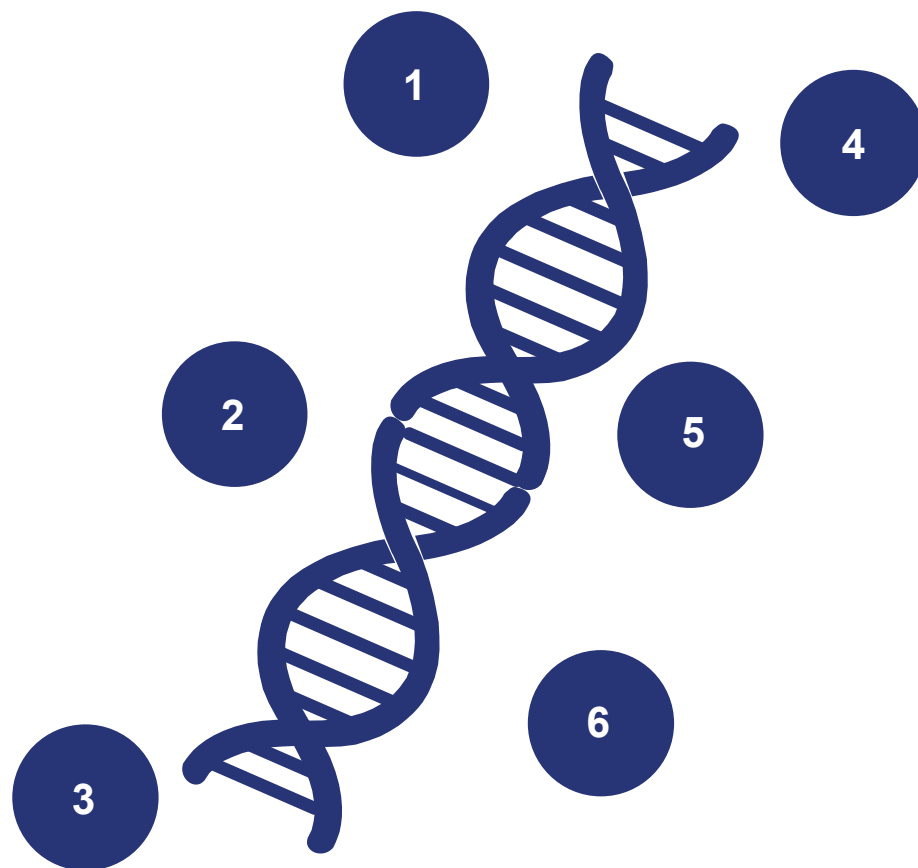
Statut et propriété des données publiques, RGPD et loi informatique et libertés, open data et ouverture des algorithmes; sécurité & stockage des données.

## ENJEUX ETHIQUES

Enjeux de confiance vis-à-vis des citoyens et de souveraineté du territoire.

## ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Numérique durable, hébergement local, « sobriété data », ...



## ENJEUX MANAGERIAUX

Conduite juridique du changement dans les organisations et offre de service juridique data.

## ENJEUX DEMOCRATIQUES

Formation et acculturation de l'ensemble des acteurs du territoire, (y compris les entreprises privées...)

## ENJEUX TECHNIQUES

Stockage, audit des plateformes & outils technologiques, interopérabilité, droits de propriété intellectuelle, IA, ...

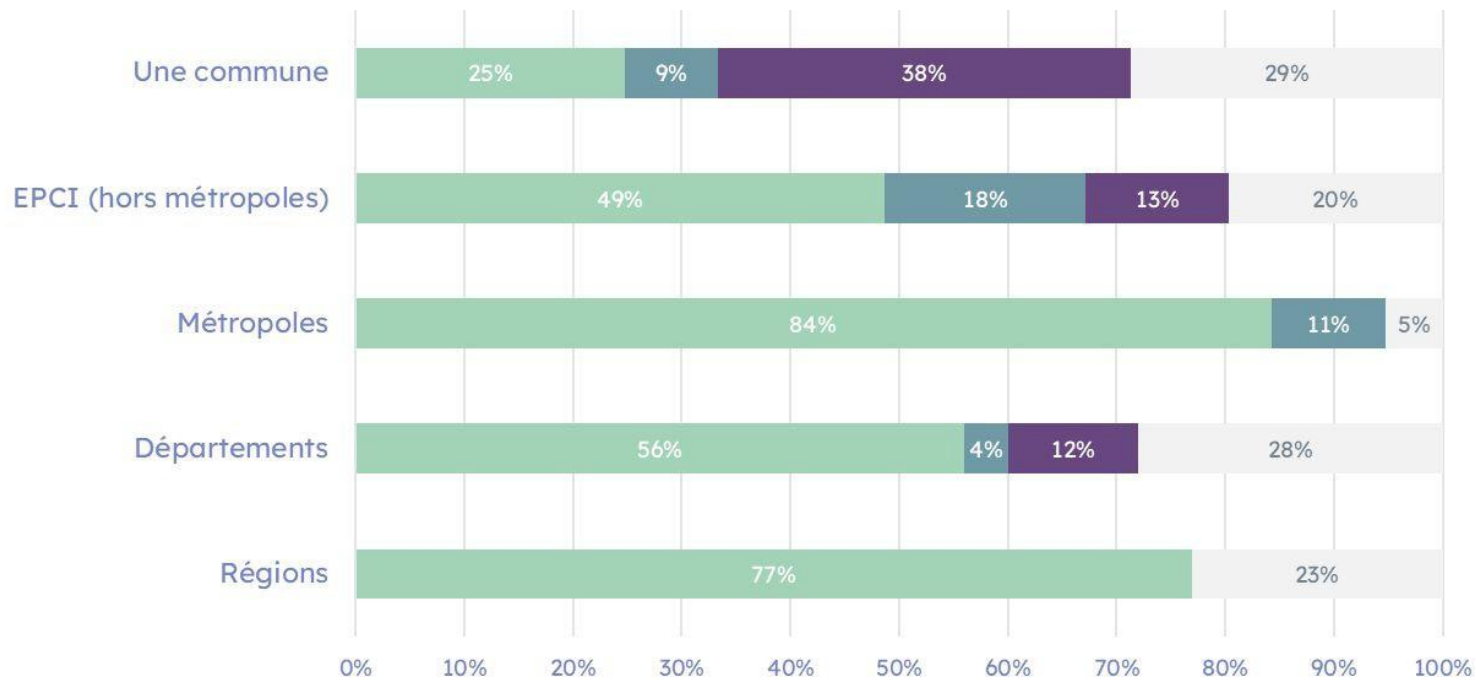
# LES ENJEUX : LE DROIT DES DONNÉES PUBLIQUES POUR QUOI FAIRE ?

Dans un contexte de transformation numérique de l'Administration, la maîtrise des enjeux juridiques devient essentielle afin de garantir :

- La souveraineté des territoires ligériens sur leurs données et leurs innovations ;
- La confiance des usagers dans les services publics ;
- Le développement économique des territoires et l'émergence de nouveaux services ;
- La mise en œuvre de partenariats équilibrés avec les entreprises privées au service de l'intérêt général ;
- La conformité les contrats des collectivités avec les textes applicables aux données publiques (RGPD, Code des relations entre le public et l'administration, stratégie digitale européenne, dispositions sectorielles ...).

# Droit des données publiques : un outil au service de la confiance

## Pourcentage de collectivités ayant mis en place des clauses juridiques pour la gestion des données

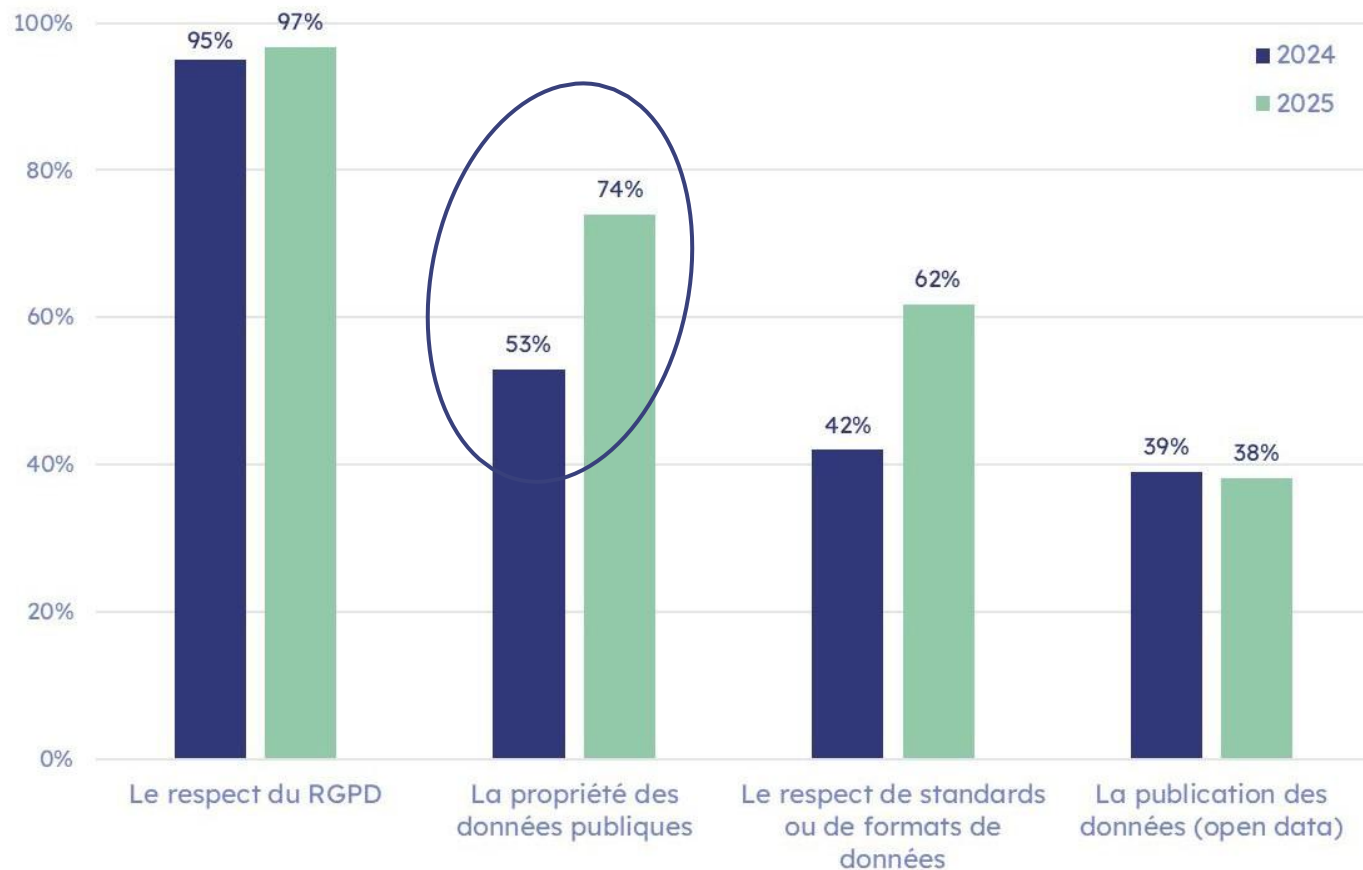


**51% des collectivités de plus de 3 500 habitants** utilisent aujourd'hui des « **clauses data** », et 14% envisagent de le faire dans les 12 prochains mois. Ces clauses juridiques visent à définir les conditions de production, de communication et d'utilisation des données dans la commande publique (marchés publics et délégations de service public).

Sans surprise, ces clauses se généralisent dans les grandes collectivités puisqu'elles concernent, en 2025, **84% des métropoles**, **77% des régions** et 56% des départements.

- Oui
- Non, mais c'est prévu dans les 12 prochains mois
- Non, et ce n'est pas prévu dans les 12 prochains mois
- Je ne sais pas

# Droit des données publiques : un outil pour réaffirmer l'intérêt général



## Les domaines concernés par les clauses juridiques (lorsqu'elles existent)

Très logiquement, la majorité des collectivités qui ont recours à ces clauses les utilisent pour garantir le respect du **RPGD** (pour 97% d'entre elles). Mais elles sont aussi **74%** en 2025 (contre seulement 53% en 2024) à les utiliser pour asseoir le **statut public des données** produites par des entreprises qui agissent dans le cadre de missions de services publics. **62%** des répondants (42% l'an dernier) les utilisent pour prescrire des **standards** et des formats de données (pour pouvoir les exploiter) et **38%** précisent des modalités de publication en **open data**.

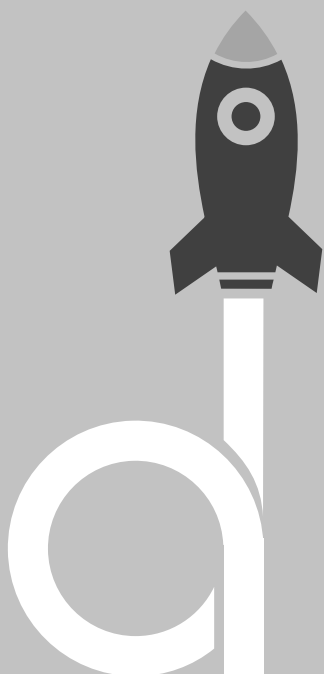


### 3. Synthèse de l'approche juridique

# DES ENJEUX A MAITRISER POUR GARANTIR LA SOUVERAINETE DES COLLECTIVITES SUR LEURS DONNEES

<b>ENJEU N°1: RECUPERER LA PROPRIETE DES DONNEES DES SERVICES PUBLICS</b>	Constat	Difficultés pour obtenir les données des contrats.
	Fondement	Ces données sont des biens publics propriété de la collectivité.
<b>ENJEU N°2: MAITRISER LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>	Constat	Refus de transmission des données à caractère personnel.
	Fondement	La collectivité responsable de traitement de ces données.
<b>ENJEU N°3: PRESERVER DES DROITS SUR LES INNOVATIONS</b>	Constat	Risque de réappropriation de l'innovation territoriale par le privé.
	Fondement	Créer de la valeur avec les données et le savoir-faire des territoires
<b>ENJEU N°4 : VALORISER LES DONNEES PUBLIQUES</b>	Constat	Fausse équation données publique = gratuité
	Fondement	Nécessité de réfléchir à de nouveaux montages innovants.
<b>ENJEU N°5 : GARANTIR LA SOUVERAINETE SUR LES TECHNOLOGIES</b>	Constat	Absence de règles imposant l'usage d'outils technologiques et d'IA souveraine dans l'UE ni même en France.
	Fondement	Prévoir à minima que toutes les données publiques seront stockées dans l'UE + interdiction d'outils non souverains
<b>ENJEU N°6 : GARANTIR LA SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION &amp; DES DONNEES</b>	Constat	Objets connectés + IA = facteur de vulnérabilité.
	Fondement	Sécuriser les systèmes d'information & acculturer aux risques.

## RECOMMANDATIONS



01

D'un point de vue juridique, les données des contrats des collectivités ligériennes sont leur propriété pleine et entière.

02

D'un point de vue technique, le sujet de l'interopérabilité est majeur pour récupérer sans contrainte ni coûts supplémentaires les données de la collectivité.

03

D'un point de vue stratégique, la réappropriation de leurs données par les collectivités ligériennes constitue l'étape majeure vers la mise en place de nouveaux usages souverains et maîtrisés.



## 4 .Retour sur l'étude juridique PCRS



# LE CADRE JURIDIQUE APPLICABLE AUX DONNEES PCRS

# Principaux textes applicables aux données PCRS

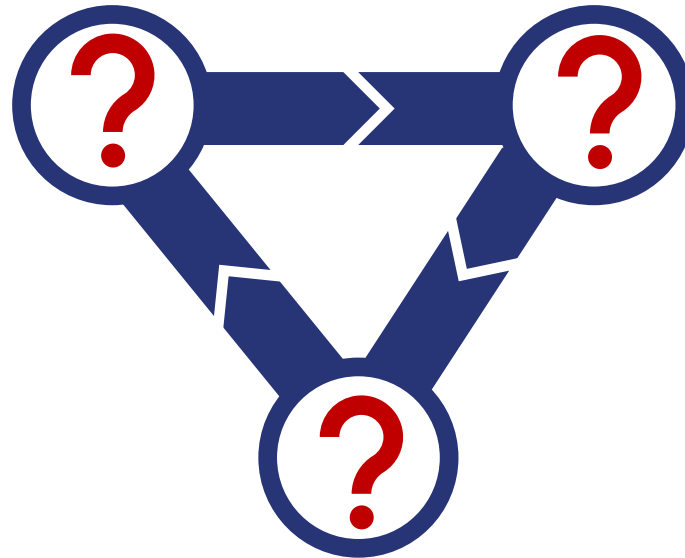
<p>Loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite « <b>loi CADA</b> »</p>	<p>Loi n°79-18 du 3 janvier 1979 sur <b>les archives</b></p>	<p>Loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à <b>la gratuité et aux modalités de réutilisation des informations du secteur public</b></p>	<p>La Loi pour une république numérique a institué à son <b>article 14</b></p>	<p>La directive 2007/2/CE du 14 mars 2007, dite « <b>Inspire</b> »</p>	<p>La Directive (UE) 2019/1024 du 20 juin 2019, dite « <b>Directive Open data</b> »</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un <b>droit à la réutilisation des informations publiques</b> ;</li> <li>• Reconnaissance à toute personne, sauf cas particulier, au <b>droit à obtenir communication des documents administratifs</b>.</li> </ul>	<p>Les <b>collectivités territoriales sont propriétaires de leurs archives</b> et sont responsables de leur conservation et de leur mise en valeur.</p>	<p>La <b>réutilisation d'informations publiques est gratuite</b>.</p>	<p>Les <b>administrations sont tenues de publier en ligne</b>, dans un standard ouvert, <b>leurs principaux documents</b>, y compris leurs codes sources, ainsi que leurs bases de données et les données <b>qui présentent un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental</b>.</p>	<p><b>Mise en place par chaque État membre d'une infrastructure d'information géographique dédiée à la protection de l'environnement.</b></p>	<p>Définition des <b>données à forte valeur ajoutée</b>.</p>



# COMMENT VALORISER DE LA DONNEE PUBLIQUE ?

# Les limites du principe de gratuité des données publiques

**Incertitudes** quant à la conformité du dispositif général : le sujet des conditions financières de réutilisation des informations publiques n'a pas été suffisamment approfondi par la loi pour une République numérique.



**Incertitude** quant à la possibilité d'édicter des redevances « Loi Valter » : le système actuel de redevance semble essentiellement prévu pour des organismes étatiques.

**Incertitudes** quant à la conformité du dispositif en matière de données PCRS : de nombreux territoires ont souhaité rendre payante la donnée géographique, afin de freiner, voire complexifier sciemment la réutilisation de ses données par des géants du numérique sans succès.

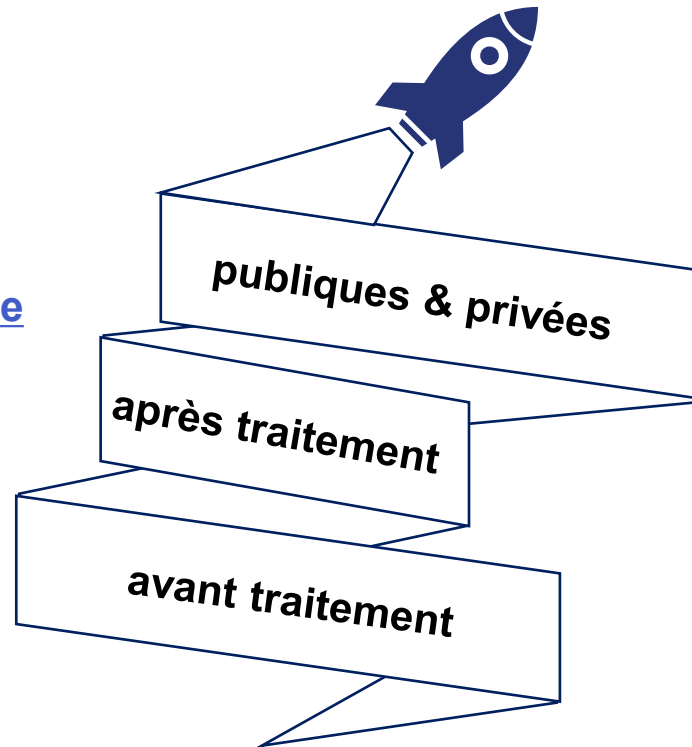
# LES ENJEUX LIES A LA VALORISATION DES DONNEES PUBLIQUES

## SMART DATA

Croisement des données pour l'élaboration de nouveaux services urbains (= redevances pour service rendus)

## OPEN DATA PUBLIC

Données mise à disposition gratuitement



## DATA PUBLIQUES VALORISEES ?

Données structurées voire croisées



# ETAT DES LIEUX DES PROJETS PCRS LIGERIENS

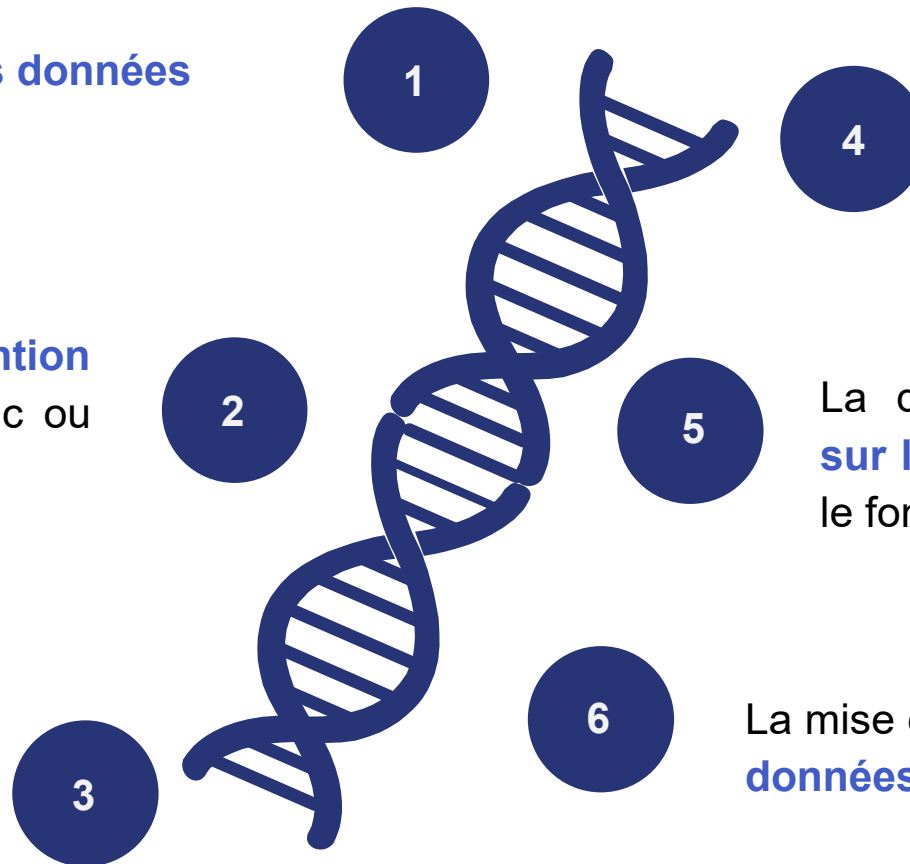
# Synthèse de l'analyse de l'ensemble des conventionnements

L'analyse des conventionnements des collectivités en Région Pays de la Loire a permis de relever des éléments intéressants et innovants :

Une parfaite **maîtrise des données**

L'adaptation du **type de convention en fonction du partenaire** (public ou privé)

La maîtrise du sujet de la **propriété intellectuelle sur les bases de données/plateformes.**



La transformation des conventionnements en **structure ayant vocation à proposer des services, voire même de véritables catalogues de services, à l'instar de Géoventée.**

La distinction des **engagements financiers sur la réalisation du PCRS**, d'une part, et sur le fonctionnement, d'autre part.

La mise en place de **modalités de diffusion des données aux tiers réutilisateurs.**



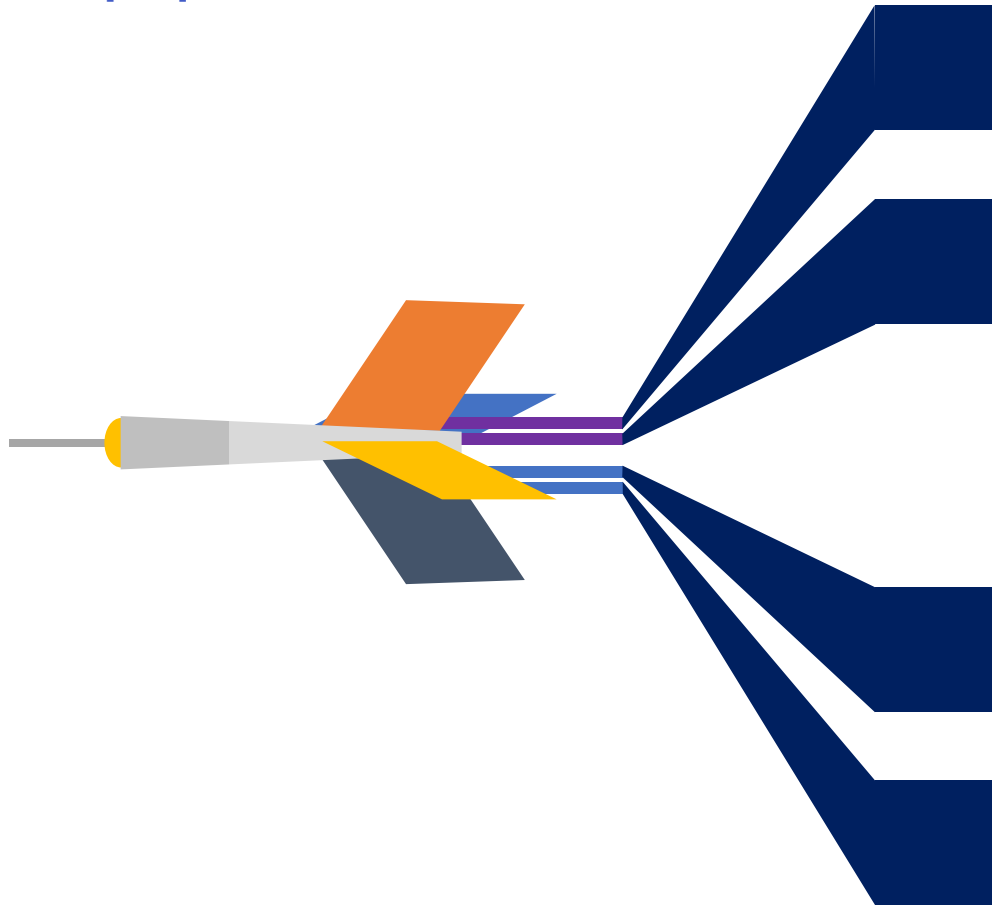
## **LE PCRS - UNE COMPETENCE CONCURRENTTE ?**

## Qu'est ce que l'ALC ?

- Le législateur ne semble pas avoir entendu instituer le PCRS comme une compétence : l'arrêté du 15 février 2012 semble l'envisager comme un moyen voire un outil de gestion des données cartographiques.
- La notion d'ALC pourrait renvoyer au fait que **chaque collectivité est obligatoirement compétente pour l'établissement et la mise à jour du fond de plan concernant la voirie dont elle a la gestion :**
  - **Chaque commune** serait **compétente pour établir et mettre un jour un fond de plan au format PCRS des réseaux se situant sous sa voirie ;**
  - L'emploi du participe passé **« établi »** par l'arrêté du 15 février 2012 **aurait institué une compétence obligatoire.**

# Les responsabilités de chacun des acteurs d'un projet PCRS

Les acteurs d'un projet PCRS sont nombreux et **impliqués à différents niveaux** :



## Le premier noyau d'acteurs :

- Des **exploitants de réseaux sensibles** (réseaux considérés comme dangereux pour les personnels intervenants à leur proximité),
- Des **exploitants de réseaux non sensibles** (réseaux considérés comme non dangereux pour les personnels intervenants à leur proximité).

## Le second noyau d'acteurs :

- Des **gestionnaires de voirie**, qui peuvent être à l'origine de modifications du PCRS dans le cadre de leurs travaux ;
- Des **acteurs de la sphère publique** intéressés à contribuer ;
- Des **entités privées** intéressées pour utiliser le PCRS.

# Les responsabilités de chacun des acteurs d'un projet PCRS

## Scénario 1

- Toute collectivité est compétente pour édicter et mettre à jour un PCRS;
- Toute collectivité est responsable de ses données PCRS, qu'elles servent à la constitution du PCRS ou à sa mise à jour.

## Scénario 2

L'ALC est l'instance (i) compétente pour l'édiction et la mise à jour du PCRS au niveau territorial et de (ii) mutualisation avec l'ensemble des acteurs intéressés, notamment dans la perspective du développement de nouveaux services sur cette base.



# TEMPS D'ÉCHANGES ET PERSPECTIVES